

Communiqué de presse

Berne, le 16 mars 2026

L'Union suisse des arts et métiers met en garde contre les conséquences de l'initiative dite du «chaos»

L'initiative dite «du chaos», sur laquelle nous voterons le 14 juin 2026, menace les emplois, alourdit la bureaucratie et affaiblit la place économique suisse. Les PME, en particulier, en ressentiraient immédiatement les conséquences. Elles sont déjà confrontées à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, a déclaré le président de l'usam et conseiller aux États Fabio Regazzi lors de la conférence de presse du Conseil fédéral, des cantons et des partenaires sociaux. L'Union suisse des arts et métiers usam rejette donc clairement l'initiative.

La Suisse est un pays de PME: plus de 99% de toutes les entreprises sont des PME; elles créent environ deux tiers des emplois. Beaucoup d'entre elles recherchent désespérément de la main-d'œuvre qualifiée – dans la construction, l'artisanat, la restauration ou les soins. Le problème deviendrait encore plus important avec l'acceptation de l'initiative dite «du chaos», sur laquelle nous voterons le 14 juin 2026. Cette initiative exige un plafonnement rigide de la population et implique in fine la dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes.

«Cela mettrait le secteur des arts et métiers en difficulté pour recruter la main-d'œuvre qualifiée, dont il a un urgent besoin. Nous le constatons aujourd'hui déjà: si un poste ne peut être pourvu, une petite entreprise le ressent immédiatement», a déclaré le conseiller aux États Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers usam et entrepreneur, lors de la conférence de presse.

Regazzi: personnellement concerné

Son entreprise est elle aussi constamment à la recherche de main-d'œuvre, a souligné Fabio Regazzi. «Une résiliation de la libre circulation des personnes signifierait», selon lui, «que les entreprises devraient à nouveau demander des dizaines de milliers de permis de travail et de séjour. Pour les PME en particulier, la charge administrative augmenterait considérablement – avec des retards, des coûts supplémentaires et de l'incertitude.»

Dans le même temps, notre société vieillit. Chaque année, le nombre de personnes qui partent à la retraite dépasse celui des jeunes Suisses qui entrent sur le marché du travail. Sans immigration, il manquerait chaque année environ 20'000 à 30'000 travailleurs sur le marché du travail suisse.

Situation actuelle: 1,8 million d'étrangers travaillent en Suisse

Aujourd'hui, environ 1,8 million d'étrangers travaillent en Suisse. Une personne active sur trois ne possède pas de passeport suisse. Ils travaillent dans les restaurants, les hôtels, sur les chantiers ou dans l'artisanat et contribuent de manière significative au succès économique de notre pays.

«Sans accès à une main-d'œuvre qualifiée venue de l'étranger, il sera encore plus difficile pour de nombreuses entreprises de pourvoir les postes vacants et d'exécuter leurs commandes. Une dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes ne ferait qu'aggraver ces problèmes», relève Fabio Regazzi. Dès que la population atteindrait 9,5 millions d'habitants, l'initiative aurait des répercussions négatives sur les relations avec l'UE. De plus, une dénonciation de l'accord sur la libre circu-

lation des personnes entraînerait automatiquement la dissolution de tous les accords bilatéraux I.
«L'initiative remettrait ainsi en cause l'ensemble de la voie bilatérale.»

Pour l'Union suisse des arts et métiers usam, une chose est donc claire: l'initiative reprend des préoccupations réelles, mais n'apporte aucune solution. La Chambre suisse des arts et métiers, parlement des PME, a pris position sur l'initiative en février, de manière très nette.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.